

Le Monde

■ Les scientifiques
et le Net de demain
■ Tout nouveau :
la réalité augmentée



www.lemonde.fr

57^e ANNÉE - N° 17548 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE --

MERCREDI 27 JUIN 2001

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

POINT DE VUE

Mortel attentisme au Maroc

par Moulay Hicham el Alaoui

La situation dans notre pays, le Maroc, réclame aujourd'hui une discussion ouverte. Un certain nombre de facteurs - occasions manquées, paralysie politique, déception généralisée - se sont accumulés au point que l'on peut ici parler de crise. Cette crise exige de tous les acteurs concernés une mobilisation véritable et immédiate afin d'éviter que les conditions ne se dégradent. Cette situation m'interdit le silence.

Le Maroc est à l'évidence dans une période de transition, période difficile pour n'importe quel pays. Chacun sait, ou devrait savoir, que le vieux mode de gouvernement a vécu, et qu'il ne peut être conservé ou ressuscité. Depuis nombre d'années, notre peuple - notre jeunesse en particulier - attend impatiemment les réformes indispensables à l'avenir de notre pays. Cependant, il faut le dire, cette transition s'est

grippée, et l'ordre ancien continue d'exercer son influence, qui fait se côtoyer en un mélange inédit et dangereux des institutions affaiblies et des espoirs frustrés.

En réalité, aucune de nos institutions traditionnelles - ni le Parlement, ni les partis politiques, ni même la monarchie - n'a sérieusement entrepris le travail nécessaire de reconstruction des structures politiques que notre peuple mérite. Tout semble fait pour prolonger la stratégie de l'attentisme qui caractérise la politique marocaine depuis des années, laissant sans solution nos problèmes qui s'accumulent.

Cette stratégie suppose, en fait, que seul un événement exceptionnel, qui n'est pas précisé, pourra sortir le pays de l'impasse où il se trouve. Ainsi en vient-on à l'attente, à la programmation de l'échec.

Nous avons assisté à des actes déroutants, sans logique ni orientation claire, et à la perte du soutien par le peuple des institutions anciennes au cours d'un processus qui ne peut être profitable qu'à toutes sortes d'extrémismes.

Le déficit d'autorité qui en est résulté et que certains ont constaté sera compensé d'une manière ou une autre: ce pourrait être par la fin de saines relations entre le civil et le militaire, propices à la démocratie, et dont notre pays, à la différence de nos cousins arabes, bénéficie depuis vingt-cinq ans. Autrement dit, la paralysie n'est pas vraiment statique ; elle mène quelque part, et pas nécessairement dans la bonne direction. Il nous faut choisir aujourd'hui notre direction, si nous ne voulons pas qu'elle nous soit imposée par la suite. On peut, certes, comprendre que les responsables politiques hésitent à bouleverser ce qui est perçu comme un équilibre, au profit de voies dont les conséquences ultimes sont incertaines. D'où une situation inadéquate persistante qui, cependant, ne fait que mettre en évidence l'épuisement des vieilles structures politiques

et accentue la désaffection d'un nombre toujours plus grand de citoyens qui ne trouvent dans ce statu quo ni leur place, ni l'espoir d'un avenir. Ce sentiment croissant d'impuissance qui se traduit par le repli sur soi, le cynisme et la colère à peine réprimée, est porteur de la lourde menace des soulèvements les plus extrémistes.

Aucun équilibre ne sera sauvegardé s'il repose sur des fondements politiques qui croulent. Toute institution, tout acteur politique qui n'aura pas su comprendre cela, qui n'aura pas su agir intelligemment et vite, prend le risque d'attiser un ressentiment populaire grandissant et, en fin de compte, la marginalisation politique. Ceux qui, peut-être avec les meilleures intentions, ont pour premier mouvement de passer sous silence, de retarder, ou même d'arrêter le processus de réforme et de démocratisation, devraient prendre au sérieux l'exemple algérien. Une telle attitude conduit, non pas à l'ordre, mais à un plus grand mécontentement encore.

Les énormes problèmes auxquels nous sommes confrontés sont reconnus par tous, dans la rue et jusqu'aux

plus hautes sphères de l'Etat. Je n'en citerai que quelques uns : l'exclusion économique et sociale de vastes pans de la jeunesse citadine et rurale frappée par le chômage, la tragédie d'une émigration éperdue, implacable, chez les pauvres, la perte démoralisante d'un nombre alarmant et qui ne cesse de croître de nos esprits les plus talentueux partis chercher leur avenir ailleurs, la plaie de l'analphabétisme généralisé, les rangs toujours plus nombreux des chômeurs diplômés, la désintégration des anciens réseaux politiques et sociaux, la nécessité d'intégrer les femmes plus pleinement à la vie politique et sociale, d'attirer enfin les investissements et de faire en sorte qu'ils restent dans le pays.

Ces défis ne peuvent être relevés en coulisse, ni par cécité volontaire sur les problèmes les plus graves. Ils requièrent une nouvelle forme de politique, une politique de vérité - ouverte, franche, transparente qui encourage une participation soutenue de la population et lui donne l'espoir d'un avenir meilleur, pour elle-même et pour le pays. Bien des inquiétudes se sont récemment exprimées à propos des élections de l'an prochain. La

désintégration des partis politiques et leur prolifération créeront-elles un climat de mêlée générale lourd d'un potentiel de violence ? Assistera-t-on à des trafics de voix, à des interférences administratives qui viendraient miner la crédibilité du processus ? Les conditions existent-elles d'élections libres et équitables, légitimes aux yeux de tous les votants ? Ce processus sera-t-il kidnappé par des forces non démocratiques ? Le temps est compté pour s'attaquer à ces questions. En vérité, le débat aurait déjà dû être amorcé ; mais maintenant, il nous faut l'aborder.

En période de transition, il y a toujours reconfiguration des organisations politiques ; les partis traditionnels se délitent, et de nouveaux

conditions pour que des débats utiles puissent avoir lieu, et que de nouvelles formations s'intègrent de façon pacifique à un processus politique équitable. La multiplication des partis peut, dans un second temps, conduire à des combinaisons inédites, ouvrant la voie à un paysage politique stable. La situation se complique si les problèmes économiques et sociaux, d'une part, constitutionnels, de l'autre, ajoutent à la confusion et sapent un processus politique salutaire. Certains avancent que, pour l'une ou l'autre de ces raisons, le pays ne sera pas prêt en 2002 pour les élections pleinement démocratiques qu'il mérite. Pour rendre cet argument spécieux, il faut ici aussi s'engager à ce que soit ouverte largement une

Ce sentiment croissant d'impuissance qui se traduit par le repli sur soi, le cynisme et la colère à peine réprimée, est porteur de la lourde menace des soulèvements les plus extrémistes

partis et mouvements se constituent. C'est un processus difficile et troublant, mais inévitable. Notre tâche est de créer les

discussion à laquelle chacun pourra participer et dans laquelle toutes les questions à traiter seront mises à plat.

Au nombre de ces questions, pourraient figurer toutes les mesures législatives et pratiques indispensables pour assurer l'intégrité du processus électoral lui-même et toutes les réformes constitutionnelles qui s'imposent si l'on veut éviter ce genre de situation fâcheuse à l'avenir. Reporter le scrutin afin d'avoir des élections plus libres, plus équitables, plus pertinentes peut se défendre ; le différer pour simplement prolonger l'attentisme serait un exercice futile et un recul de la démocratie. Il faut bien sûr reconnaître que l'on a progressé sur la voie de la démocratie, en deux ans de nouveau règne. Les avancées concrètes sur les droits de l'homme, les importants changements dans les personnels, les efforts de probité et d'efficacité du gouvernement ainsi que la disparition de tout sentiment de peur dans le pays concourent à créer un climat meilleur. En vérité, cette période de nouvelles possibilités élimine bien des raisons de ne pas agir pour rendre notre politique encore plus responsable, honorant et approfondissant par là même le processus de changement qui a été amorcé. Il ne faut pas que l'angoisse du débat

se substitue à la peur de l'Etat.

L'heure est peut-être venue d'élaborer le plus grand nombre de ces nouvelles possibilités au cours d'une sorte de conférence nationale. A l'initiative du gouvernement ou d'une organisation non gouvernementale indépendante, un tel forum pourrait amener toutes les forces vives de notre pays à réfléchir sur les questions urgentes auxquelles nous devons faire face. Compte tenu du calendrier des élections, ces questions sont à l'ordre du jour immédiat. Je suis convaincu que chaque citoyen aura à cœur d'assister à un tel échange et d'y voir abordés les problèmes qui le préoccupent. Il est clair qu'avec la coopération de toute une population motivée, nos institutions doivent être renouvelées afin qu'elles se consacrent tout de suite et avec enthousiasme à la tâche de reconstruction d'un processus politique. Les Marocains le veulent ; ils en ont besoin ; ils l'exigent. Ils avaient l'espoir que ce processus serait déjà bien engagé. On ne peut pas leur demander de ravalier leur déception indéfiniment.

Tous les responsables politiques du pays doivent comprendre, sur le plan pratique autant qu'intellectuel, que cette période de transition est de fait une période de crise - un moment historique où les opportunités qui se présentent ne sont pas sans risques. Nous avons peu de temps pour décider si nous voulons résoudre ces tensions de façon créative ou destructrice, saisir les occasions ou laisser les périls l'emporter. La conjoncture politique de cette attente sans fin où nous avons vécu il y a peu ne fait qu'exacerber les problèmes anciens que nous connaissons si bien. Il est impératif de trouver le courage et le lieu qui convient pour débattre publiquement de ces questions, et poser les fondements d'une ère nouvelle pour le Maroc.

Le prince Moulay Hicham el Alaoui est l'un des cousins du roi du Maroc, Mohamed VI.